

LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL (PAT) DU DOUAISIS



Un projet alimentaire qui donne goût à la concertation territoriale

Consacrant les actions menées depuis plus de douze ans par Douais Agglo, le Projet Alimentaire Territorial (PAT) rassemble autour de lui un éventail très large d'acteurs œuvrant au développement d'une agriculture et d'une alimentation plus saines, plus durables et plus solidaires.

« Aujourd'hui, l'alimentation de qualité et d'origine locale est devenue le quatrième pilier de nos politiques. »

Jean-Luc Hallé, Vice-président de Douais Agglo en charge de la politique agricole

C'est par une cinquantaine de personnes que nous sommes accueillis à la Communauté d'agglomération du Douais, renommée Douais Agglo cette année. Nous avons en effet la chance d'assister au comité de pilotage d'ALIMCAD, l'un des trois programmes qui constituent son Projet Alimentaire Territorial. C'est l'occasion pour l'ensemble très divers des partenaires institutionnels (communes, services de l'État, ADEME) et associatifs (épiceries solidaires, associations d'agriculteurs bio, plateforme de santé, les Restos du Cœur, associations d'éducation à l'alimentation et centres sociaux) de faire le point sur l'avancement des actions menées dans le cadre du programme.

Les projets alimentaires territoriaux sont un dispositif national introduit par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014. Ils visent à rassembler les différents acteurs de la filière alimentaire pour développer, de manière concertée, un véritable

système alimentaire territorial et favoriser une alimentation plus saine, promouvant notamment les produits issus de circuits courts et de l'agriculture biologique.

Reconnu lauréat de l'appel à projets du « Programme national pour l'alimentation » en 2016, le Projet Alimentaire Territorial du Douais orchestre les trois programmes mis en place par Douais Agglo depuis 2007 pour faire de l'agriculture et de la qualité de l'alimentation un axe important du projet de territoire et répondre aux enjeux de santé locaux :

- AGRICAD sur l'agriculture,
- BIOCAD sur le développement du bio,
- ALIMCAD sur l'alimentation.

Initié sur l'axe de l'agriculture, le programme s'est ensuite ouvert progressivement aux enjeux du bio puis aux pratiques alimentaires.



Un projet impulsé par la Communauté d'agglomération et co-construit avec une multitude d'acteurs du territoire

« La méthode de base, c'est la concertation territoriale. J'insiste toujours pour dire que ce n'est pas un projet alimentaire communautaire mais bien un projet de territoire. »

Jean-Luc Hallé, Vice-président de Douaisis Agglo en charge de la politique agricole

« Volonté politique » et « concertation territoriale », ce sont les maîtres-mots de Jean-Luc Hallé, Vice-président de Douaisis Agglo en charge de la politique agricole et du développement rural, quand il nous raconte la construction du PAT. Chacun des trois programmes est issu d'un processus relativement long (jusqu'à deux ans dans le cas d'ALIMCAD) de co-construction impliquant une grande diversité d'acteurs et favorisant l'interconnaissance entre eux.

Les agriculteurs d'abord. Acteurs centraux si on veut construire une chaîne de valeur locale d'une alimentation durable, ils ont été les premiers à être approchés. Partant de leurs préoccupations, Douaisis Agglo a financé à hauteur de 80% l'analyse des reliquats azotés dans le sol pour éviter de surdoser l'apport annuel. Une démarche écologiquement et économiquement vertueuse qui sensibilise les exploitants et réussit à les embarquer dans le programme AGRICAD.

Aujourd'hui, ce sont 130 agriculteurs sur les 180 que compte le territoire qui sont impliqués dans le PAT. Avec l'appui de Terres de Liens, Douaisis Agglo accompagne les nouvelles installations, notamment en agriculture biologique. Pour les agriculteurs déjà présents sur le territoire, elle leur permet aussi de s'essayer dans des conditions sécurisantes. Michel Delille et trois autres agriculteurs se sont ainsi vu concéder 12 hectares de terre, propriétés de Douaisis Agglo sur l'écoquartier

du Raquet, pour tester le passage au bio. « On peut se permettre de faire un essai sans risque de pertes. Au pire, ça nous aura coûté la semence. » explique Michel Delille.

Les communes ensuite. Parmi les 35 de l'agglomération, toutes bénéficient des actions du PAT et près des deux tiers ont souhaité s'investir dans la démarche. Chacune d'entre elles a désigné une personne référente pour travailler avec Douaisis Agglo à la déclinaison des actions à leur échelle, avec comme événement phare la « Semaine de l'alimentation durable », une semaine d'ateliers, de rencontres et d'activités (comme par exemple la visite de fermes locales) pour sensibiliser les habitants à ce qu'ils mettent dans leur assiette et promouvoir les circuits courts. Les communes n'ayant pas toutes les moyens humains et financiers de porter cette démarche, Douaisis Agglo a construit avec deux communes pilotes une démarche d'ingénierie et une boîte à outils qu'elle fournira aux communes volontaires pour animer un PAT communal. Celles-ci sont en effet un relais important pour Douaisis Agglo car elles ont la responsabilité des cantines scolaires, lieux majeurs de sensibilisation, tant auprès des enfants que des parents. Y sont servis de plus en plus de repas bio et locaux, accompagnés de recettes que les élèves peuvent rapporter à la maison. Plusieurs cantines ont même initié les enfants à la lutte contre le gaspillage alimentaire en les impliquant dans la pesée des déchets.

À ces premiers partenaires se sont progressivement ajoutés, au gré des actions menées, des fédérations d'acteurs de l'agriculture (Chambre d'agriculture, A PRO BIO, Bio en Hauts-de-France, Terre de Liens), des acteurs de la santé (ARS, Plateforme Santé du Douaisis), des épiceries solidaires et diverses associations locales.

Si Douaisis Agglo a pu convaincre tant d'acteurs à la suivre dans son projet, c'est notamment parce qu'elle les implique à toutes les étapes.

Dans un premier temps, lors de la définition des enjeux et objectifs à travers divers modes de concertation : forum ouvert où les associations et structures participantes déterminent d'elles-mêmes des thématiques et un plan d'action, débats mouvants organisés autour d'ateliers... La Communauté d'agglomération s'est donné les moyens de faire de ces phases de concertation un véritable lieu d'échange et de proposition. Chacun des quatre chargés de missions dédiés au PAT a en effet été formé aux méthodes de concertation et d'animation et Douaisis Agglo a fait appel à un bureau d'étude pour l'accompagner dans cette démarche.

« Notre objectif ce n'est pas de tout porter mais d'être à l'écoute de ce que les acteurs veulent faire. »

Marie-Martine Poirot, Directrice du Pôle Développement territorial de Douaisis Agglo

Les acteurs sont appelés à contribuer eux-mêmes à la définition des actions concrètes à mener. Dans le cas d'ALIMCAD par exemple, celles-ci sont issues d'appels à projets annuels dont le cahier des charges est co-construit. Ce fut le cas de « Tous à table », initiative portée par l'épicerie solidaire Du miel sur mes tartines visant à accompagner pendant dix mois une quinzaine de foyers dans le changement de leurs habitudes alimentaires. Cathy Henniche, directrice de l'épicerie, a ainsi pu définir avec les salariés de Douaisis Agglo les objectifs et les modes de mise en œuvre de cette action. De même pour « Bébé Gourmet », une formation des parents et des professionnels de la petite enfance sur les questions alimentaires assurée par l'association « Les Sens du Goût ». Les actions sont alors animées par les structures partenaires avec le soutien financier et/ou technique de Douaisis Agglo.

Toute la démarche est donc co-construite avec les acteurs locaux mais l'objectif n'est

cependant pas de faire consensus, au risque d'immobilisme. « *Vouloir plaire à tout le monde, c'est ne pas avancer* » indique Jean-Luc Hallé, Vice-président de Douaisis Agglo en charge de la politique agricole.



Le financement du PAT

Le PAT est principalement financé par la CAD qui mobilise chaque année 600 000€ environ dans les différents programmes et dans le financement des salariés en charge de cette politique. L'Etat (DRAAF) et l'ADEME contribuent également au projet à hauteur de 40 000€. Le PAT bénéficie par ailleurs de subventions d'autres partenaires publics sur des programmes et actions spécifiques (Conseil régional, Agence de l'eau Artois Picardie, Chambre d'agriculture, UE via Interreg).

La Communauté d'agglomération du Douaisis

Territoire urbain et dense, le Douaisis demeure fortement marqué par son passé minier et industriel. La part de l'emploi industriel y reste importante (17,9%). L'agriculture ne représente qu'1% des emplois. Le nombre des exploitations a baissé de 26% entre 2000 et 2010, pour atteindre environ 180 exploitations aujourd'hui.

Par son soutien à l'agriculture locale, au bio et à une alimentation plus saine, la CAD entend répondre donc à des enjeux forts du territoire :

- Taux de chômage et de pauvreté importants (>20%)
- Taux d'obésité supérieurs à la moyenne nationale (21% pour les femmes et 16% pour les hommes contre 15% au national)
- Taux de mortalité avant 65 ans (hommes et femmes confondus) supérieur de 44% à la moyenne nationale

35 communes

158 000 habitants

50% de surface urbanisée

57 000 emplois



Un projet global et transverse qui peine cependant encore à toucher directement la population et notamment les plus précaires

Mobiliser une grande diversité d'acteurs permet à Douaisis Agglo de mener une politique transversale sur l'ensemble des enjeux liés à l'alimentation : le bio, les circuits-courts, la restauration collective mais aussi la santé. Elle s'est aussi attachée à passer par la formation des différents professionnels impliqués pour démultiplier l'impact des actions : les chefs de cuisine dans les cantines, les professionnels de la petite enfance avec la Plateforme Santé du Douaisis qui a également réalisé dans le cadre du programme ALIMCAD un diagnostic territorial visant à identifier les besoins des différents acteurs de la petite enfance concernant l'alimentation des plus jeunes.

Cette diversité dans les thématiques traitées et dans les acteurs mobilisés implique une collaboration entre les différents services de Douaisis Agglo concernés, notamment le service ESS, de la cohésion sociale et le service de l'eau, très impliqué dans le lien entre l'agriculture et la qualité des sols. La transversalité est ici de mise, ce qui a conduit à une transformation culturelle dans les pratiques administratives. Douaisis Agglo n'ayant pas de compétence propre en matière d'alimentation, c'est par la mobilisation des

budgets des différents services (économique, cohésion sociale) que Douaisis Agglo finance les actions du PAT.

Projet global et transversal, le PAT peine cependant encore à toucher directement la population et notamment les habitants en situation de précarité. Le « parcours CROC », animé par Douaisis Agglo et la commune de Cuincy, a sensibilisé et accompagné pendant 6 mois des familles à un changement de leurs pratiques alimentaires. Mais force est de constater que les familles qui se sont impliquées ne sont pas les plus fragiles. « *A chaque initiative, on touche prioritairement les convaincus* » regrette l'équipe salariée du programme. Certes, les épiceries solidaires permettent déjà de faire le lien avec ces habitants plus vulnérables mais ces derniers demeurent aujourd'hui peu impliqués dans la démarche du PAT. L'accès pour tous à une alimentation de qualité reste un axe majeur à construire, en relation avec le tissu associatif du territoire. Les jardins partagés, pratique héritée d'une forte culture ouvrière, paraissent par exemple un bon levier à disposition des communes pour sensibiliser et impliquer plus fortement les citoyens.

Un projet encore jeune dont la gouvernance doit progresser en structuration et en ouverture

Deux enjeux se posent aujourd'hui quant à la gouvernance du PAT : un enjeu de structuration permettant de pérenniser les acquis de la démarche et d'assurer sa résilience aux changements politiques d'une part, et d'autre part, son ouverture aux acteurs du programme qui sont les fers de lance des actions menées et les relais vers la population.

De fait, la gouvernance actuelle du projet reste relativement fermée au-delà de la première phase de concertation. La construction et

la mise en place de chacune des actions se font de façon relativement cloisonnée, dans un rapport bilatéral entre Douaisis Agglo et la structure porteuse du projet. Par ailleurs, Douaisis Agglo et ses élus décident seuls des projets sélectionnés et de leur financement. Enfin, les comités de pilotage annuels permettent d'informer sur l'avancement du programme mais ne constituent pas une véritable instance collective de suivi, de délibération et de décision. En ouvrant la

gouvernance du projet au-delà des phases de concertations des différents programmes, Douaisis Agglo pourrait donc encourager une plus grande implication et une meilleure synergie entre les différents acteurs.

Par ailleurs, une gouvernance plus ouverte pourrait permettre à Douaisis Agglo d'élargir ses partenariats à d'autres acteurs du territoire. Les associations et initiatives citoyennes locales sont encore peu mobilisées. Quelques restaurants participent et sont très investis dans la démarche, mais ils sont peu nombreux. Les bailleurs sociaux pourraient jouer un rôle majeur du fait de leur connaissance des enjeux sociaux du territoire et de leur rapport privilégié avec les habitants. Les acteurs de la distribution, grande distribution comme de proximité sont absents, à l'exception des épiceries solidaires. Ils sont pourtant un chaînon crucial de la chaîne alimentaire. Cet enjeu a été identifié par Douaisis Agglo qui s'est rapproché du Centre Ressource du Développement Durable (CERDD) pour y travailler.

La mobilisation de l'ensemble de ces parties prenantes permettrait de renforcer l'impact du projet sur le territoire pour parvenir à « faire système ». En effet, si la dynamique fait bien preuve d'une grande transversalité, peu de

projets collectifs émergent. Le développement d'outils ou d'ateliers coopératifs pour transformer les invendus (soupes, confitures...) ou encore l'organisation d'une logistique rationnelle de transport organisant une économie circulaire entre les livraisons de produits sur les lieux de restauration collective et le retour des déchets organiques vers les producteurs sont autant d'exemples de « faire ensemble » qui permettraient d'ancrer durablement sur le territoire une dynamique collective entre tous ces acteurs. La finance solidaire, très présente sur le territoire, pourrait être mobilisée sur ces projets.

Au vu de ces enjeux, la co-construction avec les acteurs locaux d'une méthodologie d'évaluation constituerait un levier de pilotage précieux du PAT autour d'objectifs partagés, via la définition d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Elle permettrait d'inscrire l'action de Douaisis Agglo dans une stratégie plus formalisée et de capitaliser sur les acquis de ce projet qui en quelques années a su impulser une véritable action collective autour de l'alimentation de qualité sur le territoire du Douaisis.

Odile Kirchner – Florian Laboulais – Février 2019



POUR ALLER PLUS LOIN :

- Sur les projets alimentaires territoriaux : <http://bit.ly/37FAsQt>
- Sur le PAT de la CAD :
<http://bit.ly/2uJxSuc>
<http://bit.ly/31bnUxU>

CONTACT :

Marie-Martine POIROT
Directrice du Pôle Développement territorial
de la CAD
mmpoirot@douaisis-agglo.com